

NON À LA LOI BOUTIN NON À LA CASSE DU LOGEMENT SOCIAL

UNE CRISE DU LOGEMENT D'UNE AMPLIEUR JAMAIS VUE !

La CNL ne cesse de dénoncer la situation du logement. Cette réalité cruelle pour notre pays et les usagers, frappe durement des couches de plus en plus nombreuses de la population et particulièrement les familles de condition modeste ou très modeste.

La politique mise en oeuvre dans notre pays n'entend pas apporter de réponses et de solutions économiquement et socialement efficaces et durables. Celle-ci s'accompagne d'une campagne idéologique, qui tente d'opposer les mal-logés aux logés, et accrédite l'idée que les locataires HLM ne sont que des nantis, et qu'une bonne part d'entre eux n'a rien à y faire. **Tromperies et mensonges !**

Au contraire, la demande est de plus en plus sociale et touche les familles qui connaissent les plus grandes difficultés, mais elle atteint aussi les couches intermédiaires, notamment avec un surloyer « *matraqueur* ». Aujourd'hui, en France, se loger et se maintenir dans son logement est « *un véritable parcours du combattant* ».

Est-il besoin de rappeler les dizaines de milliers de SDF, le million de locataires vivant dans un habitat précaire et indécent, le 1,5 millions de demandeurs de logements sociaux.

Dans le même temps, la quittance ne cesse de grimper et progresse au-delà de l'inflation. Les aides à la personne ne sont pas revalorisées à la hauteur des besoins des familles. La charge logement, premier poste du budget familial, est devenue insupportable. Pour autant, les cadeaux fiscaux ne cessent de progresser, les profits immobiliers n'ont jamais été aussi importants pour le secteur privé, et ils en veulent plus !

**La situation s'aggrave
à vitesse grand V.**

DES ATTAQUES SANS PRÉCÉDENT CONTRE LE LOGEMENT SOCIAL ET LES LOCATAIRES HLM

La politique menée est conforme aux orientations générales, remettant en cause toutes les conquêtes sociales. Après le cadeau fiscal de 15 milliards d'euros, le gouvernement et sa majorité, veulent aller plus loin en transférant sur d'autres acteurs des charges financières et principalement sur les locataires HLM.

Pour 2009, le budget logement est en diminution de 7 %, avec un hold-up sur le 1 % logement de 850 millions d'euros, et une ponction sur les fonds d'épargne de plus de 10 milliards d'euros. Cela va peser de manière dramatique sur la construction sociale, la rénovation, l'équilibre du budget des familles. La solution pour le pouvoir est vite trouvée : « *Le porte-monnaie des locataires* ». Cela s'appelle : « *des augmentations à venir contre le pouvoir d'achat des familles* ». Le plan dit de « *relance* » orienté vers les banques et les entreprises ne prend pas en compte de solutions véritables pour redonner aux familles du pouvoir d'achat. Il ne répond en rien à l'urgence sociale et aux besoins des familles. **Cela est inacceptable.**

Avec le projet de loi Boutin, la situation des familles va aggraver de manière brutale. Les attaques contre le logement social et les locataires sont « *du jamais vu* ». Il sera à terme un véritable parking social, excluant les familles qui ne peuvent se loger dans le privé, rayant d'un trait la mixité sociale des HLM, et de notre pacte républicain.

Ce projet, est une attaque frontale contre le logement social et la mixité sociale : mutualisation entre organismes donc encore entre locataires, remise en cause de la garantie au maintien dans les lieux, dans le cas de dépassement de ressources ou de logements considérés comme insuffisamment occupés, prémices de l'instauration d'un bail à durée déterminée pour les locataires HLM, baisse de 10 % des plafonds. Pour des milliers de familles, à travers un surloyer dit « *dissuasif* » et la chasse à la sous-occupation, cela va être dramatique. La modification de l'article 55 de la loi SRU, la réduction des délais en matière d'expulsions locatives...

RESTER SANS RÉAGIR SERAIT GRAVE DE CONSÉQUENCES

**APRÈS LE 13 DÉCEMBRE DERNIER,
ACCENTUONS NOTRE ACTION.**

Pour la CNL, la solidarité nationale ne peut pas s'exercer qu'entre locataires HLM. Celle-ci passe par un engagement financier, à la hauteur des enjeux de société de la part de l'État. **À l'appel du collectif contre la loi Boutin, il nous faut redoubler d'efforts pour faire barrage aux mauvais coups.**

ENSEMBLE, nous pouvons faire reculer le gouvernement, comme dans d'autres domaines. Nous ne nous résignons pas à cette situation, le logement social n'est pas une marchandise et doit :

- redevenir une véritable priorité nationale,
- l'Etat doit prendre ses responsabilités et mettre les moyens nécessaires pour répondre aux besoins et aux urgences.

NON À LA LOI BOUTIN

Unis, agissons
tous ensemble.

la
CNL

mardi **27** janvier **2009**

PLACE ÉDOUARD HERRIOT
DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

17h

MÉTRO
ASSEMBLÉE NATIONALE

